

**Tunisie - Relations bilatérales -
Tribune conjointe de M. Edouard
Philippe, Premier ministre, et de M.
Youssef Chahed, chef du
gouvernement tunisien, dans les
quotidiens tunisiens «La Presse» et
«Le Temps»
(Tunis, 07 octobre 2017)**

Tunisie-France, un Partenariat stratégique d'exception

Nous avons célébré, lors de la tenue à Tunis, le 5 octobre 2017, de la première réunion du Haut Conseil de coopération franco-tunisien, un partenariat aussi vital qu'exceptionnel. Un partenariat franco-tunisien qui rejaillit sur tous les domaines de la vie économique, éducative, scientifique et culturelle, et qui est porté au quotidien, dans chacune de nos sociétés, par des centaines de milliers d'ambassadeurs. Les chiffres, impressionnants, de notre coopération dans les différents secteurs, ne sont que le reflet d'un fait qui dépasse la statistique : nos destins sont profondément et durablement liés.

Ils le sont par nos sociétés et nos économies, fortement imbriquées. Ils le sont par la géographie, la Méditerranée que nous partageons nous rappelant chaque jour combien elle est porteuse à la fois de chances et de périls.

La révolution tunisienne, porteuse d'espoirs, est venue ajouter à cette réalité l'appartenance à une même famille, celle des sociétés passionnément éprises de démocratie, contre vents et marées, et profondément attachées à la liberté et à l'égalité. Chacun prend la mesure en France, de l'expérience unique de la Tunisie : un État démocratique est né et se consolide chaque jour un peu plus.

Que la Tunisie réussisse, et c'est cet espoir de démocratie qui se concrétise. Ce partenaire si fiable de la France au sud de la Méditerranée, avec lequel elle a tant de valeurs en partage, ne peut être fragilisé.

Partant de ce constat, nous sommes déterminés à faire en sorte que nos gouvernements portent la coopération entre la Tunisie et la France à un niveau supérieur, afin d'écrire une nouvelle page de la relation bilatérale, pour en faire une véritable alliance, à la hauteur des défis partagés que nous devons relever. Un partenariat fondé sur des engagements réciproques et durables dans les domaines prioritaires de notre avenir commun. L'expérience tunisienne l'exige, et elle le permet. La France demeure le premier partenaire économique, culturel et scientifique de la Tunisie. C'est l'esprit de cette première session du Haut conseil de coopération. Le premier défi commun consiste à lutter contre le terrorisme sans renoncer à l'état de droit. Il s'agit là de notre volonté commune, en France comme en Tunisie. Dans nos

deux pays, certains ennemis de la civilisation prennent les armes contre des innocents. Ils veulent instiller la peur et la division au sein et entre nos sociétés, et aspirent à mettre à mal nos démocraties. Ils n'y parviendront pas si nous savons, ensemble, résister en les combattant, avec détermination et sans naïveté, par les armes de la justice, car aujourd'hui aucun État ne peut lutter seul contre la radicalisation.

Le deuxième défi est celui de la relance de la croissance, sans renoncement à la solidarité. Pour cela, nos gouvernements partagent l'ambition de transformer en profondeur nos modèles économiques, tout en garantissant la justice sociale, et de saisir, comme il se doit, les opportunités de la mondialisation. Il faut, là encore, dépasser les modèles sans les renier, consolider et renouveler constamment les fondements de la réussite du partenariat économique bilatéral, qui permettra de co-crée, dans tous les secteurs d'avenir, des projets communs qui permettront à nos acteurs de se projeter, ensemble, vers d'autres opportunités. Les Rencontres Africa 2017, que nous avons inaugurées à Tunis le 5 octobre 2017, consacrent cette volonté commune de travailler ensemble pour un continent africain prospère et maître de son destin.

Le troisième défi est d'ordre sociétal. Il consiste à donner des raisons à nos jeunes respectives de croire en la démocratie et en la liberté. À affirmer, comme vient de le rappeler encore si fortement la Tunisie, les droits des femmes. À ce titre, nous saluons hautement les initiatives de M. le président Béji Caïd Essebsi, annoncées en août dernier, à l'occasion de la Fête des femmes. Par ailleurs, notre défi commun est aussi celui de la place de la jeunesse dans nos sociétés. Notre action commune en matière d'éducation et de formation, mais aussi les projets que nous développons ensemble dans les domaines de la culture et de la francophonie, les échanges portés par nos institutions décentralisées et nos sociétés civiles, sont autant de réponses aux attentes de nos jeunes.

Il est, enfin, un horizon qui forme aujourd'hui le socle de notre partenariat : celui de la promotion de nos valeurs communes et la conscience de nos responsabilités. Nos consultations permanentes, dans les fora internationaux, où nos deux pays défendent ensemble les principes qui leur sont chers, est également un message que nous portons et lançons à la communauté internationale. Et dans un contexte international où semblent gagner l'incertitude et l'instabilité, nos deux pays ont conscience du rôle qu'ils ont à jouer. Ensemble, en Méditerranée, nos deux pays oeuvrent à l'édification d'un espace de paix et de prospérité partagée. Nous accordons à cet égard une attention toute particulière à la résolution de la crise libyenne, pour le bien du peuple libyen et la sécurité de notre région.

C'est la première fois dans l'histoire de nos pays que les deux chefs de gouvernement prennent ensemble la plume: nous le faisons pour dire publiquement notre volonté renforcée de transformer une relation privilégiée en un partenariat stratégique d'exception intelligent et puissant tourné vers l'avenir./.